

Questions orales

M. Broadbent: ... et imposé un impôt minimal aux sociétés ...

Mlle MacDonald: Debout et applaudissez!

● (1140)

M. le Président: Le député d'Oshawa a la parole.

M. Broadbent: Même Ronald Reagan, un conservateur aux États-Unis, a inauguré un impôt sur les sociétés qui vise absolument toutes les compagnies qui font des bénéfices. Pourquoi le gouvernement conservateur, qui avait promis une réforme de l'impôt des sociétés, n'a-t-il pas eu au moins la décence de l'imiter?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai craint de ne pas pouvoir me lever afin de répondre à cette question, car Dieu aurait pu me foudroyer à deux reprises. Le leader néo-démocrate a déclaré que je parlais comme un véritable socialiste, puis il a ensuite évoqué les politiques de Ronald Reagan. Où allons-nous, je vous le demande?

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Faites un effort.

M. Riis: Devinez!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je suis sûr que le chef du Nouveau parti démocratique, que je félicite de se soucier de politique beaucoup plus que ses amis à droite, ne tarira pas d'éloges devant la décision que nous avons prise de remplacer les exemptions par des crédits d'impôt, décision qui devrait doter le Canada d'une fiscalité beaucoup plus équitable et beaucoup plus progressive. Il va également me féliciter d'avoir libéré 850 000 contribuables de l'obligation de payer l'impôt.

M. Broadbent: Allons donc! C'est vous qui leur aviez imposé cette obligation.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): J'accepte sa remarque. Il a dit que c'est nous qui leur avions imposé l'obligation de payer l'impôt. Il a parfaitement raison. C'est que nous leur avions trouvé des emplois.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Maintenant, répondez à la question!

LA POSITION DU MINISTRE

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances dont le budget d'hier soir a montré aux Canadiens à revenu moyen que la prétendue réforme fiscale ne mettra pas fin aux ponctions fiscales de ses budgets précédents.

Depuis qu'il a pris le pouvoir il y a trois ans, le gouvernement conservateur a augmenté l'impôt des particuliers de 22 milliards de dollars. Le ministre prétend qu'il réduira cet impôt de moitié, soit de 11 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Cependant, dans sa présentation, il n'a

pas dit que ces 11 milliards de dollars seraient réduits à cinq milliards à cause des ponctions que représentera la nouvelle taxe de vente.

Le ministre peut-il dire honnêtement qu'il est franc avec les Canadiens?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je peux dire honnêtement que je suis franc avec les Canadiens quand je dis que nous avons créé 840 000 emplois depuis que nous avons pris le pouvoir.

J'attire l'attention de la députée sur un article paru dans l'*Ottawa Citizen*, il y a cinq jours, où l'on dit que les revenus après impôt des Canadiens ont augmenté en 1985. Cela me dit qu'il y a plus d'activités économiques dans le pays par suite des politiques du gouvernement, ce qui compense aisément les facteurs négatifs dont elle parle. Nous faisons des progrès.

LE PROCESSUS PARLEMENTAIRE—ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, le spectacle d'hier était un budget sans le nom. Il contenait plus de propositions fiscales que le budget présenté en février dernier. Il y a eu une motion des voies et moyens et le ministre a manqué de façon flagrante aux usages et aux convenances en révélant délibérément d'avance le contenu de son budget.

Le ministre ne pense-t-il pas que cet abus du processus parlementaire exige sa démission?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, cela fait six questions sur sept sur le processus alors que des millions de Canadiens se préoccupent des répercussions du Livre blanc sur la réforme fiscale sur leurs impôts. Quand le parti libéral sortira-t-il de la boue et comprendra-t-il ce qui est important pour les Canadiens?

M. Axworthy: Le Parlement est important.

Mme Copps: C'est l'honnêteté qui est importante.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je défierais la députée de mettre en doute mon honnêteté n'importe quand.

* * *

[Français]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE M. BOUALEM BESSAÏH, MINISTRE DE LA CULTURE ET DU TOURISME DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE DE L'ALGÉRIE

M. le Président: A l'ordre! Je désire signaler à l'attention des députés la présence dans la tribune de M. Boualem Bessaïh, ministre de la Culture et du Tourisme de la République démocratique populaire d'Algérie.

Des voix: Bravo!